



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Quatrième trimestre de 2002



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à <http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/13-010-XIF.htm>.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

À propos de cette publication

La présente publication donne un aperçu de la situation économique déclarée dans les comptes nationaux du Canada pour le dernier trimestre. L'aperçu couvre trois grands secteurs : (1) les comptes économiques et financiers nationaux, (2) la balance des paiements internationaux du Canada et (3) le produit intérieur brut par industrie.

Les tendances trimestrielles observées dans les principaux agrégats qui comprennent le produit intérieur brut, en termes de revenus et de dépenses, les prix et le financement de l'activité économique sont examinées. Les opérations trimestrielles entre le Canada et les non-résidents relativement au commerce international, aux flux des revenus de placement, aux transferts, aux investissements internationaux et aux activités financières du Canada sont résumées dans la publication. Le produit intérieur brut est présenté par branche d'activité tant pour le dernier mois du trimestre que pour l'ensemble du trimestre.

Des graphiques et des tableaux statistiques détaillés viennent enrichir l'aperçu. Certains numéros présentent également des articles plus techniques expliquant la méthodologie des comptes nationaux ou analysant des aspects particuliers de l'économie.

Cette publication présente les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant sa parution, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (11-001F) sous les titres « Comptes économiques et financiers nationaux », « Balance des paiements internationaux du Canada » et « Produit intérieur brut par industrie ».



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2003

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 1, n°3

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
P	préliminaire
r	rectifié
X	confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Produits et services connexes

Comptes économiques et financiers nationaux

Tableaux CANSIM 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0057, 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013 et 384-0036.

Publication

Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles 13-001-XIB, 33 \$/109 \$; 13-001-XPB, 44 \$/145 \$.

Tableaux et documents analytiques

Comptes des revenus et dépenses 13-001-PPB, 50 \$/180 \$.

Comptes des flux financiers 13-014-PPB, 50 \$/180 \$

Estimations du revenu du travail 13F0016XPB, 20 \$/65 \$.

Disquettes 13-001-DDB, 125 \$/500 \$; 13-014-DDB, 300 \$/1,200 \$; 13F0016DDB, 125 \$/500 \$; 13-001-XDB, 25 \$/100 \$; 13-014-XDB, 60 \$/240 \$; 13F0016XDB, 25 \$/100 \$.

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM 376-0001 à 376-0019 et 376-0035.

Publication

Balance des paiements internationaux du Canada 67-001-XIB, 29 \$/93 \$; 67-001-XPB, 38 \$/124 \$.

Produit intérieur brut par industrie

Tableaux CANSIM 379-0017 à 379-0022.

Publication

Produit intérieur brut par industrie 15-001-XIE, 11 \$/110 \$.

Pour plus de renseignements

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données contactez notre agent d'information au (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Table des matières

	Page
Aperçu	7
Comptes économiques et financiers nationaux	9
Balance des paiements internationaux	18
Produit intérieur brut par industrie	24

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Aperçu

Quatrième trimestre 2002

L'activité économique a connu un ralentissement au quatrième trimestre de 2002, le PIB réel ayant progressé de 0,4 %, soit moins de la moitié du rythme atteint au trimestre précédent. Une baisse des exportations au cours du trimestre n'a été que partiellement contrebalancée par la vigueur soutenue des dépenses des consommateurs. L'économie s'est quelque peu essoufflée au cours du trimestre, le PIB ayant enregistré une légère augmentation de 0,1 % en novembre et en décembre.

Le taux de croissance plus faible au quatrième trimestre a été le résultat d'une baisse de la production dans les secteurs de la fabrication et de l'agriculture, ainsi que de niveaux d'activité moins grands dans le secteur financier. L'économie a été stimulée par le secteur des services, et plus particulièrement le commerce de gros et de détail, l'administration publique, les soins de santé, l'immobilier et les services aux entreprises.

La baisse de 2,1 % des exportations au quatrième trimestre, qui a touché principalement les produits de l'automobile, est survenue après trois hausses trimestrielles consécutives. La demande intérieure a repris légèrement au quatrième trimestre. Ce sont les dépenses des consommateurs, particulièrement au chapitre des biens durables, comme les meubles et les véhicules automobiles, qui ont été la principale source de la vigueur. L'investissement en construction résidentielle, même s'il a été plus faible au cours du trimestre, a fortement progressé de 2,6 %. Parallèlement, les ménages ont recommencé à emprunter. L'investissement des entreprises en usines et en matériel a diminué au cours du trimestre, en dépit de la croissance soutenue des bénéfices.

Même si l'économie a connu un ralentissement au fil des trimestres de 2002, elle a néanmoins progressé de 3,4 % pour l'ensemble de l'année, soit plus du double du taux de 2001. Les prix, tels que mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB, ont progressé de 1,2 % en 2002.

La baisse des recettes d'exportations de biens, combinée aux dividendes plus élevés versés aux investisseurs directs étrangers, ont été les principaux facteurs de la réduction de l'excédent à l'égard des opérations courantes avec des non-résidents au cours du trimestre. L'excédent, qui a diminué pour chaque trimestre de l'année, a connu une baisse de plus de 40 % en 2002.

Politique de révision

Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

Produit intérieur brut par industrie

Les révisions sont attribuables à la suite de mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étant jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Indicateurs principaux des comptes économiques canadiens

	Quatrième trimestre 2001	Quatrième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2001 au premier trimestre 2002	Premier au deuxième trimestre 2002	Deuxième au troisième trimestre 2002	Troisième au quatrième trimestre 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel					
Comptes économiques et financiers nationaux	millions de \$ aux prix courants		variation en % au taux trimestriel			
Rémunération des salariés	573 968	608 344	1,7	1,2	1,2	1,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	101 280	132 844	12,3	10,9	2,5	2,8
Revenu personnel disponible	674 124	705 624	1,9	0,9	0,8	1,0
Taux d'épargne personnelle ¹	4,8	3,7	...	...	...	...
	millions de \$ enchainés (1997)					
Dépenses personnelles	584 710	604 452	0,8	1,1	0,4	1,1
Formation brute de capital fixe des entreprises	180 030	189 076	1,6	1,1	1,6	0,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 032 685	1 072 854	1,5	1,1	0,9	0,4
Produit intérieur brut par industrie						
Industries productrices de biens	292 711	305 817	2,2	1,3	0,9	0,1
Industries productrices de services	656 862	682 110	1,3	1,0	0,8	0,6
Production industrielle	220 364	231 671	2,6	1,4	1,1	-0,1
Fabrication de biens non durables	65 479	68 387	1,5	1,8	0,9	0,1
Fabrication de biens durables	90 947	97 139	3,7	2,0	1,6	-0,6
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	55 890	59 273	3,5	1,4	0,5	0,7
Balance des paiements						
	millions de \$ aux prix courants					
	données désaisonnalisées aux taux trimestriels		variation réelle			
Compte courant - solde	4 428	3 304	992	- 1 060	- 131	- 925
Biens et services - solde	11 259	11 400	1 048	- 1 289	545	- 163
Biens - solde	12 955	13 185	1 075	- 667	278	- 457
Services - solde	- 1 696	- 1 785	- 27	- 622	267	294
Revenus de placements - solde	- 7 383	- 8 382	90	283	- 654	- 717
Transferts courants - solde	551	285	- 146	- 54	- 23	- 44
	données non désaisonnalisées					
Compte financier - flux nets	- 6 732	- 7 934	...	...	...	...
Actif du Canada - flux nets	- 37 359	- 24 082	...	...	...	...
Passif du Canada - flux nets	30 627	16 149	...	...	...	...

¹ *taux actuel*... *n'ayant pas lieu de figurer*

Comptes économiques et financiers nationaux

Quatrième trimestre de 2002 et année 2002

Note aux utilisateurs

Au cours du quatrième trimestre de 2002, le gouvernement de l'Ontario a effectué des remises au titre de l'électricité. Pour plus de renseignements sur le traitement de ces remises dans le Système de comptabilité nationale du Canada, voir http://www.statcan.ca/francais/concepts/SNA/electricity_f.htm

Les données sur les exportations de biens qui sont communiquées le 28 février, 2003 sur la base de la balance des paiements ont été révisées depuis la diffusion des données mensuelles du commerce effectuée le 20 février, 2003. La valeur des exportations a été réduite pour les produits de l'énergie suite à l'obtention de nouvelles données concernant les prix et les volumes des exportations de pétrole brut et de gaz naturel.

Les données révisées sur le commerce international pour 2002 seront diffusées le 13 juin, 2003.

À partir de mars 2003, de telles révisions sur les exportations de biens seront courantes dû au fait que la diffusion des données du commerce international se fera plus tôt que précédemment. Les données de la balance des paiements et celles des comptes des revenus et dépenses comporteront donc couramment de telles révisions.

La croissance économique a connu un ralentissement, passant de 0,9 % au troisième trimestre à 0,4 % au quatrième. La baisse des exportations a le plus contribué à ce repli. Toutefois, la croissance de la demande intérieure finale s'est accélérée, atteignant 0,9 %, en raison des augmentations généralisées des dépenses de consommation et de l'essor qui s'est maintenu dans le secteur de l'habitation. Le taux de croissance pour l'année a augmenté pour s'établir à 3,4 %, ce qui s'apparente au taux enregistré au cours de la majeure partie de la dernière décennie, soit en moyenne 3,5 % par année.

Produit intérieur brut réel, en dollars enchaînés (1997)¹

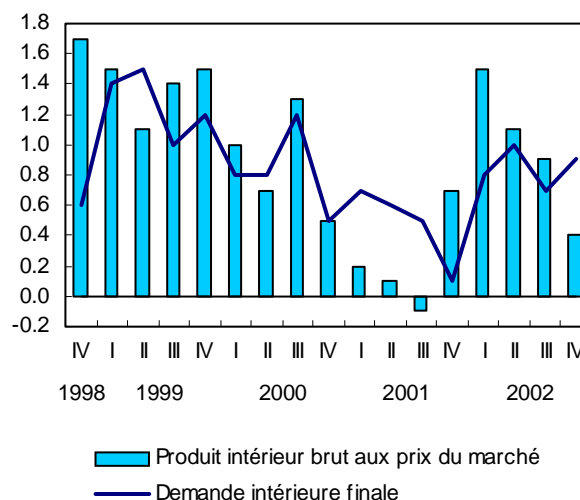
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2002	1,5	6,0	2,2
Deuxième trimestre de 2002	1,1	4,4	3,2
Troisième trimestre de 2002	0,9	3,6	4,2
Quatrième trimestre de 2002	0,4	1,6	3,9
2002	3,4	...	3,4

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente. ... N'ayant pas lieu de figurer.

Une baisse des exportations au cours du trimestre n'a été que partiellement contrebalancée par la vigueur soutenue des dépenses des consommateurs, particulièrement au chapitre des biens durables, comme les meubles et les véhicules automobiles. L'investissement en construction résidentielle, même s'il a été plus faible au cours du trimestre, a fortement progressé de 2,6%. Parallèlement, les ménages ont recommencé à emprunter. L'investissement des entreprises en usines et en matériel a diminué au cours du trimestre, en dépit de la croissance soutenue des bénéfices.

La croissance du PIB ralentit après plusieurs trimestres robustes

Variation trimestrielle en %, \$ enchaînés (1997)



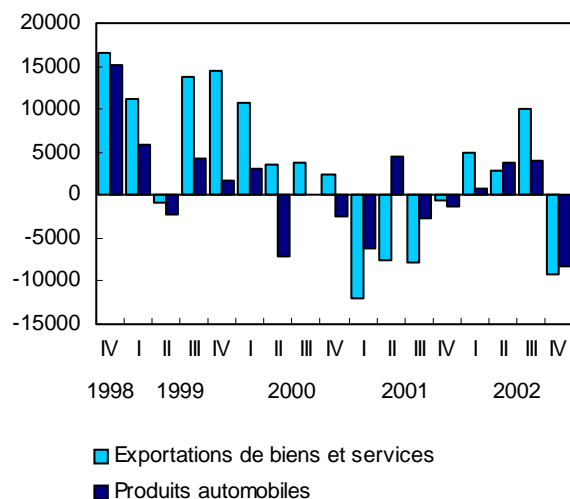
Les exportations diminuent alors que l'économie aux États-Unis ralentit

Les exportations ont fléchi de 2,1 % au quatrième trimestre, après trois trimestres de croissance.

Les exportations de produits de l'automobile, y compris les voitures particulières, les camions et les pièces, ont connu leur recul le plus important depuis le quatrième trimestre de 1996. Les exportations de voitures particulières ont diminué de 17,4 %, les consommateurs américains ayant freiné leur ardeur à l'égard des véhicules neufs. Les exportations de blé ont chuté de 26,7%, par suite des stocks réduits dû à la sécheresse.

Des diminutions dans les produits de l'automobile entraînent les exportations réelles à la baisse

Variation trimestrielle, millions de \$ enchaînés (1997)



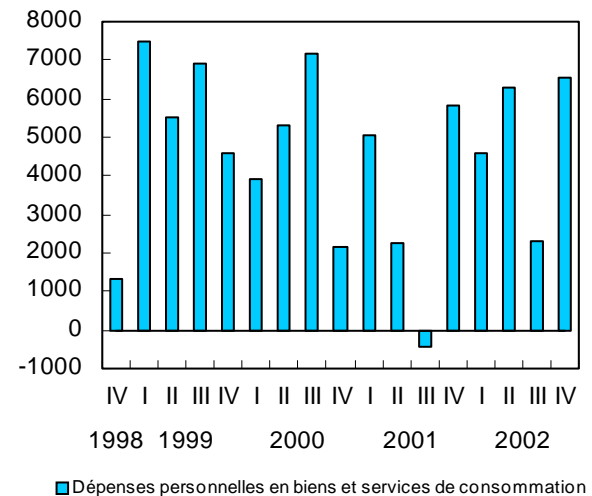
Les exportations de produits forestiers ont augmenté de 2,1 %, une de celles qui ont le plus contribué à contrebalancer la baisse des exportations. Tout comme au Canada, le marché de l'habitation aux États-Unis est demeuré vigoureux. Les exportateurs de bois-d'œuvre, confrontés aux tarifs imposés par les États-Unis, ont réduit considérablement leurs prix et ont augmenté leurs volumes d'exportation, lesquels ont atteint leur plus haut niveau depuis 1996. De plus, les exportations de pétrole ont connu une hausse de 5,6 %, en raison de la production moins élevée de pétrole au Venezuela et de la faiblesse des stocks américains.

Hausse généralisée des dépenses personnelles

Toutes les principales catégories de dépenses en biens et services de consommation ont augmenté, la hausse combinée atteignant 1,1 %.

Les dépenses de consommation affichent une augmentation importante

Variation trimestrielle, millions de \$ enchaînés (1997)



Les consommateurs ont repris le chemin des salles de montre, leurs dépenses au titre des véhicules automobiles ayant augmenté de 1,6 %, après une baisse de 2,0 % au troisième trimestre. Les ventes d'automobiles neuves ont diminué de 1,2 %, tandis que celles de camions neufs ont été beaucoup plus vigoureuses, progressant de 7,0 %. Les ventes de véhicules automobiles (en unités) ont atteint un niveau record en octobre, ont reculé en novembre et ont atteint un nouveau sommet en décembre. Les fabricants ont maintenu leurs programmes d'incitatifs de financement. La vigueur soutenue du marché de l'habitation a entraîné une hausse marquée de 5,4 % des dépenses en meubles et recouvrements de sol, tandis que celles d'appareils ménagers ont progressé de 1,7 %. L'augmentation de l'achalandage dans le domaine du transport aérien a entraîné une hausse de 4,8 % des achats de services de transport. Des températures plus froides que la normale au cours du trimestre ont donné lieu à une hausse significative des dépenses au titre de l'énergie.

Dans le cadre de l'Enquête sur la population active, on a noté une augmentation de 128 000 emplois au cours du trimestre. La hausse de l'emploi en Ontario et au Québec représente presque les deux tiers de cette augmentation. Le revenu du travail a progressé de 1,7 %, soit une hausse plus importante que celle enregistrée à chacun des deux trimestres précédents.

L'essor se maintient dans le secteur de l'habitation

L'investissement en bâtiments résidentiels s'est poursuivi et a atteint des niveaux historiquement élevés. La croissance a connu un léger ralentissement, passant de 3,8 % au troisième trimestre, à 2,6 % au quatrième.

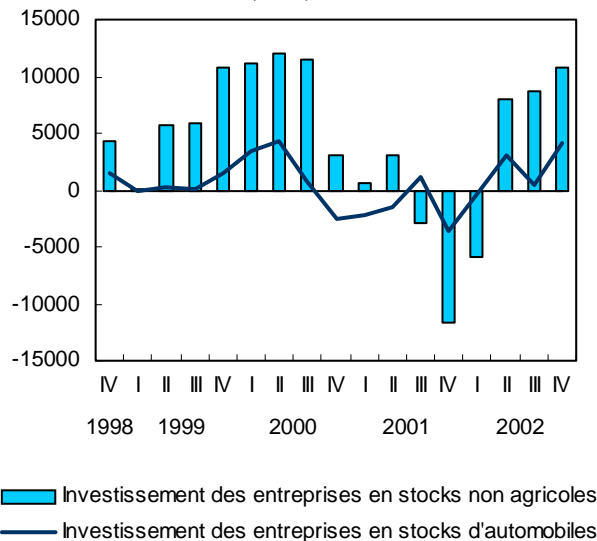
La valeur de la construction de logements neufs a augmenté de 2,9 %, après un bond de 6,9 % au troisième trimestre. Le nombre de mises en chantier pour le trimestre a atteint son niveau le plus élevé depuis 1990. Les dépenses en rénovations ont augmenté de 2,2 %, soit une croissance similaire à celle enregistrée au trimestre précédent. Les coûts de transfert de propriété, qui comprennent les commissions sur les ventes de maisons, ont rebondi, en hausse de 2,2 % après deux trimestres de baisses.

Les stocks de véhicules automobiles augmentent

Les entreprises ont constitué des stocks représentant presque 10 milliards de dollars au quatrième trimestre. Ces hausses des stocks ont été généralisées dans les secteurs de la fabrication et du commerce.

Le niveau des inventaires des véhicules se gonfle

Millions de \$ enchaînés (1997)



Plus de 40 % de l'accumulation est attribuable aux stocks de véhicules automobiles vendus au détail, suite à une augmentation de 9,1 % des importations de véhicules automobiles. Une baisse des stocks de céréales, découlant de la sécheresse qui a sévi dans l'Ouest canadien, a contrebalancé en partie ces hausses généralisées.

L'investissement des entreprises en usines et en matériel recule

L'investissement en usines et en matériel a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre.

L'investissement en bâtiments non résidentiels a connu une baisse de 0,8 %, la sixième diminution consécutive. Les investissements en bâtiments et en ouvrages de génie ont tous deux reculé.

L'investissement en machines et matériel a peu varié (-0,1 %). L'investissement en machinerie industrielle a fait un bond de 5,5 %. Toutefois, cette hausse a été contrebalancée par une baisse de l'investissement en matériel de télécommunications et des achats d'automobiles par les entreprises. L'investissement en matériel de télécommunications a connu sa sixième baisse consécutive, lequel n'a enregistré seulement que trois trimestres de croissance au cours des trois dernières années.

La croissance des bénéfices demeure stable

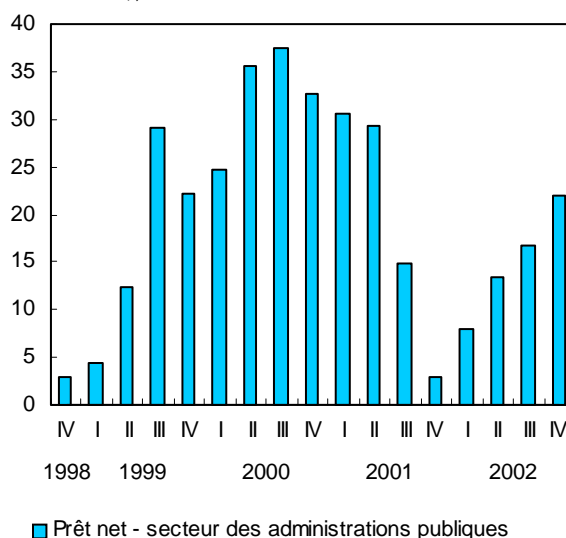
Les bénéfices ont progressé au cours des quatre derniers trimestres et sont revenus près du niveau record qu'ils avaient atteint au premier trimestre de 2001. Toutefois, la hausse des bénéfices a été plus lente au cours des deux derniers trimestres, se situant en moyenne à 2,7 %, comparativement à une moyenne de 11,6 % au cours des deux premiers trimestres de l'année. Au quatrième trimestre, les entreprises non financières ont connu une croissance plus vigoureuse que celles du secteur financier. Le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz a affiché de meilleurs résultats qu'au cours du troisième trimestre, tandis que la croissance des bénéfices des fabricants perdait du terrain.

Les dépenses des administrations publiques augmentent de façon modeste mais soutenue

Les dépenses nettes des administrations publiques en biens et en services ont augmenté de 0,9 %, après un gain de 0,7 % au cours du trimestre précédent. Les dépenses accrues dans les secteurs de la santé et de l'éducation des administrations provinciales et locales ont contribué à ce changement. Les dépenses des administrations publiques, sur la base de la comptabilité nationale, ont augmenté de façon modeste chaque trimestre au cours des quatre dernières années.

Le surplus de l'administration continue de croître

Milliards de \$, désaisonnalisés au taux annuel



L'excédent combiné (sur la base de la comptabilité nationale, annualisé et aux prix courants) pour tous les niveaux de l'administration publique s'est établi à 22 milliards de dollars au quatrième trimestre. Il s'agit d'une hausse considérable par rapport au troisième trimestre et de la quatrième augmentation consécutive. Une part importante de cet excédent provenait de l'administration fédérale, l'excédent accumulé de cette dernière découlant d'une hausse des impôts sur le revenu des particuliers et des taxes sur les produits (Taxe sur les produits et services et taxe d'accise), combinée à une croissance à peu près nulle des dépenses globales.

Les prix augmentent en raison des coûts de l'énergie plus élevés

Les prix, tels que mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,2 % au quatrième trimestre, suite à une hausse plus faible au trimestre précédent. Les prix ont progressé pendant quatre trimestres consécutifs, après deux trimestres de déflation. La menace d'une guerre a eu des répercussions sur les prix du pétrole brut au cours du trimestre. Ceux-ci ont atteint 32 \$ US, comparativement à 21 \$ US au début de l'année. Les prix, à l'exclusion des coûts de l'énergie, ont augmenté de 0,7 % au cours du trimestre.

Résultats de l'année 2002

La croissance du PIB s'est accélérée en 2002, atteignant 3,4 %, comparativement à 1,5 % l'année précédente. La croissance s'était cependant située en moyenne à presque 4,6 % de 1997 à 2000. En 2002, le marché de l'habitation a connu un essor et les consommateurs ont augmenté leurs dépenses, particulièrement au chapitre des véhicules automobiles. Les entreprises ont diminué leurs dépenses en usines et en matériel de 3,9 %, tandis que les exportations ont augmenté légèrement. Les prix, tels que mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB, ont progressé de 1,2 %.

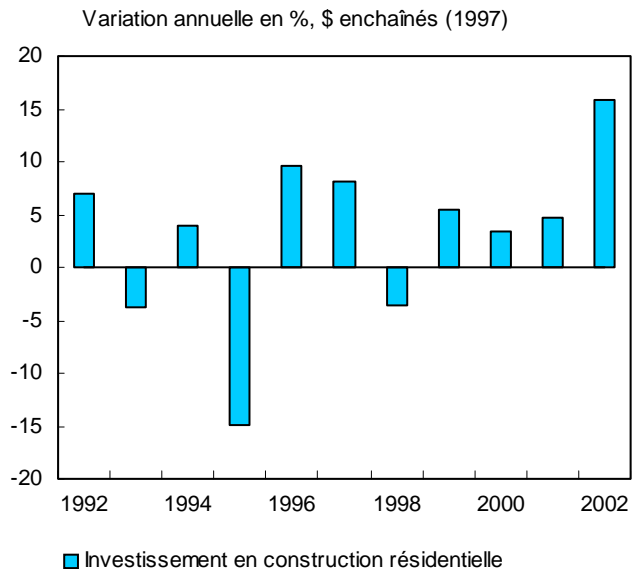
Taux d'intérêt plus faibles et dépenses accrues au titre des biens durables et du logement

Les taux d'intérêt ont baissé tout au long de 2001 et l'année 2002 a commencé avec des taux historiquement faibles. Ils n'ont augmenté que de façon modeste au cours de 2002. Tout au long de l'année, les consommateurs ont emprunté de plus en plus pour financer leurs dépenses et la dette du secteur des particuliers a atteint des niveaux sans précédent. Même si le ratio d'endettement a connu des niveaux record, le fardeau des dépenses en intérêts a diminué.

Les dépenses personnelles en biens durables ont augmenté de 6,4 %. Les dépenses de consommation au chapitre des véhicules automobiles ont progressé de 7,1 %, après avoir connu une croissance plus faible au cours des deux années précédentes. Les fabricants ont offert des incitatifs de financement pour les achats de véhicules tout au long de l'année. Les ventes de véhicules automobiles (en unités) ont progressé dans toutes les provinces, le Manitoba ayant connu la hausse la plus marquée (+13,9 %).

La valeur des permis de construction résidentielle délivrés a fait un bond de 32,1 % par rapport à 2001. L'investissement en construction résidentielle a augmenté pour chacune des quatre dernières années. La croissance de l'investissement dans l'immobilier s'est accélérée en 2002, atteignant 15,9 %, un taux similaire à celui de 1987, lors de la précédente période d'essor qu'a connue ce secteur. Les taux hypothécaires conventionnels pour un an se situaient à 4,6 % en janvier 2002, comparativement à 7,4 % un an plus tôt. Les taux hypothécaires moyens ont atteint leur plus bas niveau depuis des décennies. Comme le marché de la revente de maisons est demeuré vigoureux, les coûts de transfert de propriété, qui comprennent les commissions sur les ventes de maisons, ont fait un bond de 11,3 %.

L'investissement dans l'habitation est en plein essor



L'essor du marché de l'habitation a stimulé les achats de meubles et d'appareils ménagers. Les ventes de meubles et de revêtements de sol ont fait un bond de 7,7 %, tandis que les achats d'appareils ménagers ont augmenté de 7,0 %. Les dépenses personnelles en biens semi-durables et non durables, ainsi qu'en services, ont augmenté au cours de l'année. Les achats de services de communications ont continué de progresser à un rythme rapide en 2002. Les dépenses au titre des voyages ont continué de diminuer, ce qui a contrebalancé en partie cette croissance. Par ailleurs, les ventes de produits du tabac ont chuté de 7,0 %, par suite de l'imposition de taxes plus élevées sur le tabac par les administrations fédérale et provinciales.

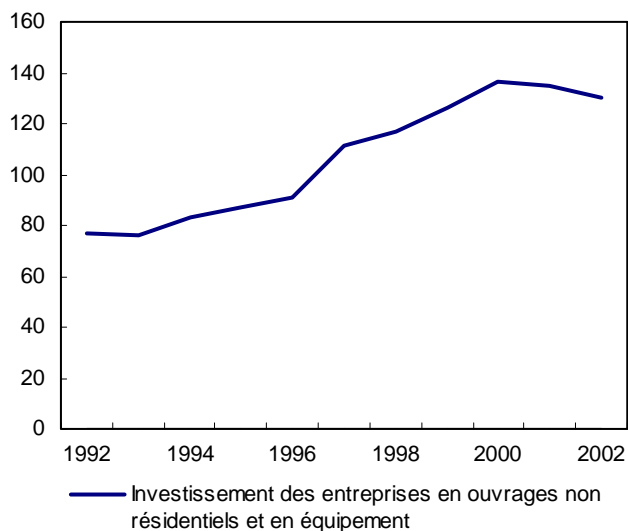
Le revenu du travail a augmenté de 4,6 %, une hausse légère par rapport à 2001. La croissance annuelle du revenu du travail s'est située en moyenne à 4,4 % au cours de la dernière décennie. Au cours de l'année, l'emploi a augmenté de 2,2 %. En 2002, l'emploi a progressé dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les dépenses des entreprises en usines et matériel diminuent

L'investissement des entreprises en usines et matériel a diminué de 3,9 % en 2002, ce qui fait suite à une baisse plus modeste des dépenses en 2001. L'investissement en ouvrages non résidentiels a diminué de 6,4 %, après neuf années d'augmentation. L'investissement en bâtiments non résidentiels a chuté de 11,1 %. Les dépenses au chapitre des machines et du matériel ont reculé de 2,4 %, suivant une baisse similaire en 2001. L'investissement en matériel de télécommunications (-21,8 %) et en autre matériel de transport (-17,4 %) a connu des baisses importantes. Les dépenses accrues des entreprises au titre des camions, des automobiles, du logiciel, des ordinateurs et autre matériel de bureau ont contrebalancé en partie ces diminutions.

L'investissement en usines et matériel fléchit

Milliards de \$ enchaînés (1997)



Les entreprises ont constitué des stocks en 2002, après les avoir réduits en 2001. Au cours de l'année, les stocks non agricoles ont augmenté, plus particulièrement les stocks de véhicules automobiles. Les stocks agricoles ont diminué, ce qui a contrebalancé cette hausse. La deuxième année de sécheresse dans l'Ouest canadien a contribué à réduire encore davantage les stocks de céréales. La production des six principales céréales dans l'Ouest canadien a été en baisse de 25 % par rapport à 2001.

Les sociétés ont vu leurs bénéfices augmenter (+6,2%), suivant une baisse en 2001. Le niveau élevé des bénéfices non répartis ainsi que les dépenses plus faibles en capital ont fait en sorte que les excédents des entreprises ont atteint un niveau record en 2002. Le secteur des entreprises s'est retrouvé dans une position atypique de prêt net au cours des trois dernières années. De plus, la demande de financement des sociétés a été en baisse encore une fois pour l'année, ce qui a contribué à améliorer le ratio d'endettement.

Le volume des exportations a faiblement progressé de 0,8 %, suivant une baisse en 2001. La croissance des exportations s'est située en moyenne à 7,6 % au cours des dix années précédentes. Les exportations de produits et de matériaux industriels, d'énergie, et de produits de l'automobile ont contribué le plus à la croissance en 2002. Les exportations de blé ont chuté de 27,5 % par suite de la sécheresse. Les exportations de machines et de matériel se sont repliées, compte tenu de la faiblesse continue des exportations de matériel de télécommunications (-18,8 %) ainsi que d'ordinateurs et de machines de bureau (-10,4 %).

Les dépenses de tous les niveaux de l'administration publique augmentent légèrement

Les dépenses nettes des administrations publiques en biens et en services ont augmenté de 2,0 %, suivant un gain de 3,3 % en 2001. Tous les niveaux de l'administration publique ont contribué à cette hausse. Les dépenses des administrations publiques sur la base de la comptabilité nationale ont augmenté à chacune des cinq dernières années.

L'excédent (sur la base de la comptabilité nationale, aux prix courants) pour tous les niveaux de l'administration publique est passé de 19,4 milliards de dollars en 2001 à 15,0 milliards de dollars en 2002. L'administration fédérale a enregistré un excédent plus élevé, tandis que les administrations provinciales et locales ont généré des déficits. La diminution des dépenses d'intérêt et les taxes plus élevées sur les produits ont contribué de façon significative à l'excédent de l'administration fédérale, mais ont été contrebalancées en partie par une baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers, découlant des réductions d'impôt et des plus faibles gains en capitaux. Au niveau provincial, le retournement vers un déficit a été le résultat d'une baisse des paiements de redevances, de l'impôt sur le revenu des particuliers et des transferts intergouvernementaux, ainsi que de dépenses plus élevées en biens et en services. Des taxes plus élevées sur les produits, des subventions plus faibles à l'énergie et des paiements d'intérêts plus bas sont venus atténuer ce retournement à un déficit.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1999	2000	2001	2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Troisième au quatrième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$							variation en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés ¹	502 726	545 110	568 864	595 267	590 792	598 048	608 344	1,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	108 745	129 821	118 227	125 507	126 136	129 284	132 844	2,8
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	8 544	11 832	10 127	10 845	10 516	11 080	11 780	6,3
Intérêts et revenus divers de placements	48 012	53 933	53 238	49 666	49 716	50 632	49 880	-1,5
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 935	1 758	2 972	2 119	2 060	2 044	1 992	-2,5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	61 351	63 962	66 551	71 894	71 404	72 516	73 992	2,0
Ajustement de la valeur des stocks ²	-2 669	-3 431	21	-3 044	-216	-4 304	-3 952	352
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	50 641	51 716	52 577	53 152	53 036	53 272	53 608	0,6
Produit intérieur net aux prix de base	779 285	854 701	872 577	905 406	903 444	912 572	928 488	1,7
Impôts moins subventions, sur produits	72 947	76 029	75 370	84 448	83 668	85 660	87 412	2,0
Provisions pour consommation de capital	128 625	135 781	144 315	152 642	151 468	154 000	155 916	1,2
Divergence statistique ²	-333	-1 516	-16	-373	-1 468	28	-900	-928
Produit intérieur brut aux prix du marché	980 524	1 064 995	1 092 246	1 142 123	1 137 112	1 152 260	1 170 916	1,6

¹ Y compris le solde et les indemnités militaires.

² Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1999	2000	2001	2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Troisième au quatrième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$ aux prix courants							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	560 954	594 089	620 777	651 192	647 848	655 344	665 652	1,6
Biens durables	77 660	81 679	84 805	90 478	90 448	89 764	91 488	1,9
Biens semi-durables	49 549	52 078	54 442	56 831	56 912	56 692	57 308	1,1
Biens non durables	132 929	142 662	149 449	157 182	155 292	159 276	162 872	2,3
Services	300 816	317 670	332 081	346 701	345 196	349 612	353 984	1,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	185 317	196 004	204 492	214 174	212 600	215 532	219 028	1,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	22 587	23 788	26 561	29 233	29 080	29 568	29 540	-0,1
Stocks des administrations publiques ¹	-3	24	13	-45	-24	-84	-80	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	172 710	186 149	189 926	197 507	195 544	199 008	201 792	1,4
Bâtiments résidentiels	45 917	48 566	52 154	63 103	61 176	63 904	66 492	4,0
Ouvrages non résidentiels	46 816	50 890	52 268	50 024	49 960	50 052	49 756	-0,6
Machines et matériel	79 977	86 693	85 504	84 380	84 408	85 052	85 544	0,6
Investissement des entreprises en stocks ¹	4 987	8 028	-6 040	2 672	5 888	5 960	7 696	1 736
Non agricoles ¹	4 932	8 189	-4 740	4 494	7 272	7 956	10 188	2 232
Agricoles ¹	55	-161	-1 300	-1 822	-1 384	-1 996	-2 492	-496
Exportations de biens et services	421 796	484 331	473 000	470 114	466 732	478 672	478 220	-0,1
Biens	367 170	425 591	414 640	410 329	407 460	418 380	416 484	-0,5
Services	54 626	58 740	58 360	59 785	59 272	60 292	61 736	2,4
Moins: importations de biens et services	388 157	428 934	416 498	423 096	422 024	431 712	431 832	0,0
Biens	326 962	363 428	350 622	356 108	354 020	363 824	363 732	-0,0
Services	61 195	65 506	65 876	66 988	68 004	67 888	68 100	0,3
Divergence statistique ¹	333	1 516	15	372	1 468	-28	900	928
Produit intérieur brut aux prix du marché	980 524	1 064 995	1 092 246	1 142 123	1 137 112	1 152 260	1 170 916	1,6
Demande intérieure finale	941 568	1 000 030	1 041 756	1 092 106	1 085 072	1 099 452	1 116 012	1,5
	millions de \$ enchainés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	545 162	565 487	579 999	596 812	595 589	597 917	604 452	1,1
Biens durables	77 542	82 234	85 939	91 410	91 389	90 438	92 323	2,1
Biens semi-durables	48 267	50 440	52 360	54 374	54 358	54 099	54 801	1,3
Biens non durables	128 895	131 791	133 186	135 573	134 933	135 927	137 550	1,2
Services	290 520	301 173	308 888	316 165	315 657	318 030	320 446	0,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	180 637	184 787	190 967	194 848	194 140	195 565	197 240	0,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	22 507	23 173	25 846	28 103	28 096	28 325	28 270	-0,2
Stocks des administrations publiques ¹	-3	23	13	-40	-20	-76	-72	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	170 611	182 423	183 228	186 195	184 919	187 912	189 076	0,6
Bâtiments résidentiels	44 265	45 796	47 967	55 627	54 148	56 226	57 745	2,7
Ouvrages non résidentiels	44 904	47 762	48 126	45 061	45 078	44 950	44 585	-0,8
Machines et matériel	81 512	89 094	87 145	85 067	85 374	86 340	86 247	-0,1
Investissement des entreprises en stocks ¹	6 543	9 940	-3 516	4 414	7 055	7 350	9 569	2 219
Non agricoles ¹	5 612	9 451	-2 728	5 349	8 010	8 627	10 713	2 086
Agricoles ¹	890	384	-902	-1 031	-1 020	-1 341	-1 223	118
Exportations de biens et services	418 333	451 677	434 523	437 974	435 995	445 948	436 737	-2,1
Biens	365 878	397 219	381 020	383 485	382 116	390 850	380 569	-2,6
Services	52 544	54 619	53 688	54 682	54 070	55 295	56 339	1,9
Moins: importations de biens et services	375 093	405 785	382 378	385 363	386 798	392 937	391 996	-0,2
Biens	319 584	348 160	327 470	331 331	331 906	338 231	337 153	-0,3
Services	55 664	57 961	55 199	54 464	55 241	55 198	55 299	0,2
Divergence statistique ¹	328	1 443	11	340	1 367	-26	825	851
Produit intérieur brut aux prix du marché	968 451	1 012 335	1 027 523	1 062 143	1 059 167	1 068 650	1 072 854	0,4
Demande intérieure finale	918 857	955 705	979 919	1 005 829	1 002 632	1 009 552	1 018 904	0,9

¹ Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produits intérieur brut, indices de prix

	1999	2000	2001	2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Troisième au quatrième trimestre de 2002
	calculés à partir de données désaisonnalisées							
	indices implicites de prix en chaîne (1997=100)							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	102,9	105,1	107,0	109,1	108,8	109,6	110,1	0,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	102,6	106,1	107,1	109,9	109,5	110,2	111,0	0,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	100,4	102,7	102,8	104,0	103,5	104,4	104,5	0,1
Formation brute de capital fixe des entreprises	101,3	102,1	103,7	106,1	105,7	105,9	106,7	0,8
Exportations de biens et services	100,8	107,2	108,8	107,3	107,0	107,3	109,5	2,1
Importations de biens et services	103,5	105,7	108,9	109,8	109,1	109,9	110,2	0,3
<i>Produit intérieur brut</i>	<i>101,3</i>	<i>105,2</i>	<i>106,3</i>	<i>107,5</i>	<i>107,4</i>	<i>107,8</i>	<i>109,1</i>	<i>1,2</i>
Demande intérieure finale	102,5	104,7	106,3	108,6	108,2	108,9	109,5	0,6

Tableau sommaire du marché financier

	1999	2000	2001	2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Troisième au quatrième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$							variation réelle
Particuliers et entreprises individuelles	39 178	39 376	40 989	45 807	44 320	45 028	47 428	2 400
Financement								
Crédit à la consommation	11 904	13 664	15 125	16 313	16 044	15 504	16 912	1 408
Emprunts bancaires	2 039	1 680	180	425	444	664	132	-532
Autres emprunts	6 230	4 634	5 128	3 414	2 884	2 788	3 816	1 028
Hypothèques	19 005	19 398	20 556	25 655	24 948	26 072	26 568	496
Sociétés privées non financières	52 970	78 642	60 117	37 534	45 852	37 776	25 112	-12 664
Financement								
Emprunts bancaires	4 232	6 011	-10 508	1 035	6 084	7 484	4 156	-3 328
Autres emprunts	6 617	5 820	-3 607	-577	-1 056	1 288	1 652	364
Autres effets à court terme	6 738	7 359	-5 094	-6 630	-3 344	-8 512	-14 492	-5 980
Hypothèques	4 302	2 267	4 234	4 715	5 224	4 924	5 752	828
Obligations	10 456	2 926	42 844	8 043	2 756	1 140	1 880	740
Actions	20 625	54 259	32 248	30 948	36 188	31 452	26 164	-5 288
Entreprises publiques non financières	-4 974	-3 198	-1 716	-1 085	-13 756	3 644	5 268	1 624
Financement								
Emprunts bancaires	-46	-133	112	637	-1 576	2 020	880	-1 140
Autres emprunts	184	413	517	1 091	-480	1 976	1 916	-60
Autres effets à court terme	-1 908	298	-379	395	-3 944	-768	2 108	2 876
Hypothèques	-21	-3	37	6	-4	24	28	4
Obligations	-3 181	-3 773	-2 003	-3 214	-7 752	392	336	-56
Actions	-2	0	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	3 494	-18 295	-2 838	-1 247	7 800	-8 552	-1 764	6 788
Financement								
Emprunts bancaires	106	106	106	106	108	104	104	0
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme - Canada	357	-13 016	14 577	7 756	28 324	4 196	10 540	6 344
Obligations d'épargne du Canada	-783	-1 909	-1 819	-1 510	-1 496	-1 656	-1 992	-336
Obligations négociables	3 814	-3 476	-15 702	-7 599	-19 136	-11 196	-10 416	780
Autres paliers d'administration publique	12 637	5 954	8 944	3 019	9 264	776	-2 420	-3 196
Financement								
Emprunts bancaires	56	1 000	-732	319	660	636	-436	-1 072
Autres emprunts	162	-768	307	490	520	656	600	-56
Autres effets à court terme	4 390	-1 446	1 124	-2 224	6 360	-7 540	-5 216	2 324
Hypothèques	40	-62	-15	1	24	8	-4	-12
Obligations provinciales	8 100	7 347	8 387	3 901	-652	7 084	2 084	-5 000
Obligations municipales	-126	-145	-145	517	2 312	-92	564	656
Autres obligations	15	28	18	15	40	24	-12	-36
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	103 305	102 479	105 496	84 028	93 480	78 672	73 624	-5 048
Crédit à la consommation	11 904	13 664	15 125	16 313	16 044	15 504	16 912	1 408
Emprunts bancaires	6 387	8 664	-10 842	2 522	5 720	10 908	4 836	-6 072
Autres emprunts	13 193	10 099	2 345	4 418	1 868	6 708	7 984	1 276
Effets à court terme - Canada	357	-13 016	14 577	7 756	28 324	4 196	10 540	6 344
Autres effets à court terme	9 220	6 211	-4 349	-8 459	-928	-16 820	-17 600	-780
Hypothèques	23 326	21 600	24 812	30 377	30 192	31 028	32 344	1 316
Obligations	18 295	998	31 580	153	-23 928	-4 304	-7 556	-3 252
Actions	20 623	54 259	32 248	30 948	36 188	31 452	26 164	-5 288

Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2002

Note aux utilisateurs

Les données sur les exportations de biens qui sont communiquées le 28 février, 2003 sur la base de la balance des paiements ont été révisées depuis la diffusion des données mensuelles du commerce effectuée le 20 février, 2003. La valeur des exportations a été réduite pour les produits de l'énergie suite à l'obtention de nouvelles données concernant les prix et les volumes des exportations de pétrole brut et de gaz naturel.

Les données révisées sur le commerce international pour 2002 seront diffusées le 13 juin, 2003.

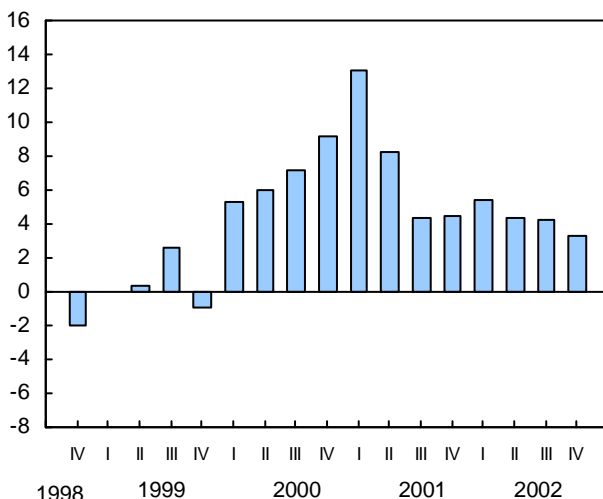
À partir de mars 2003, de telles révisions sur les exportations de biens seront courantes dû au fait que la diffusion des données du commerce international se fera plus tôt que précédemment. Les données de la balance des paiements et celles des comptes des revenus et dépenses comporteront donc couramment de telles révisions.

L'excédent du compte courant, corrigé en fonction des variations saisonnières, a diminué de 0,9 milliard de dollars pour tomber à 3,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002. Le déficit des revenus de placements s'est creusé, compte tenu de la hausse des dividendes versés aux investisseurs directs étrangers, tandis que l'excédent au chapitre des biens diminuait en raison de la baisse des exportations de biens. Toutefois, le déficit des services s'est légèrement réduit. C'est la première fois depuis le quatrième trimestre de 1999 que l'excédent du compte courant est inférieur à 4 milliards de dollars.

En 2002, l'excédent du compte courant est passé à 17,3 milliards de dollars contre un record de 30 milliards de dollars en 2001. L'excédent au chapitre des biens a chuté de 9,8 milliards de dollars en raison de la baisse des exportations et de la hausse des importations de biens. Les dividendes versés aux investisseurs directs canadiens sur leurs investissements étrangers ont été en baisse de 2,3 milliards de dollars par rapport à 2001.

Solde du compte courant

Milliards de \$, données désaisonnalisées



Au compte capital et financier (non désaisonnalisé), il y a eu des hausses marquées de l'actif et du passif financiers, ce qui a donné lieu à une sortie nette au cours du trimestre. Du côté de l'actif canadien, les investisseurs directs ont occupé le premier rang avec leur plus important investissement des six derniers trimestres. Les investisseurs de portefeuille du Canada ont été moins actifs quant à l'acquisition de titres étrangers – leur investissement au quatrième trimestre étant aussi leur plus faible des dernières trois années et demie. La hausse du passif financier a été nettement supérieure au bas niveau enregistré au troisième trimestre. Les investisseurs de portefeuille étrangers ont été les principaux contributeurs, en investissant de façon importante dans les titres canadiens d'emprunt, tant en titres du marché monétaire qu'en obligations. Les investissements directs étrangers ont augmenté et atteint un niveau modéré après une chute considérable au troisième trimestre.

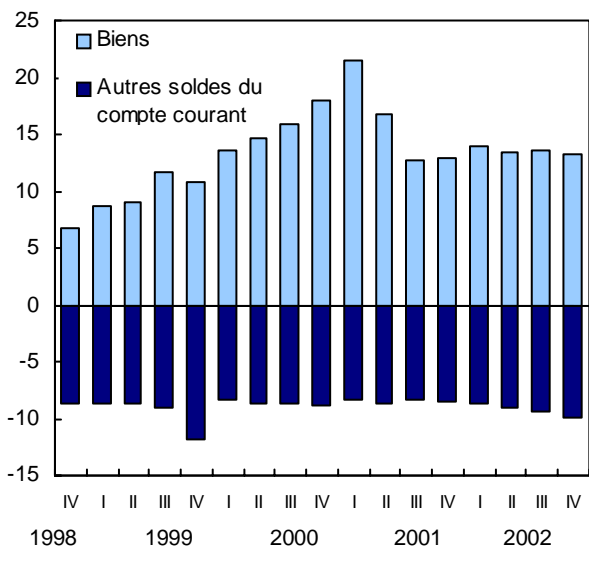
Compte courant

La baisse des exportations fait chuter l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a reculé de 0,5 milliard de dollars pour s'inscrire à 13,2 milliards de dollars au quatrième trimestre, la valeur des exportations ayant chuté et celle des importations étant demeurée stable. Une forte baisse des exportations des produits automobiles, attribuable à la réduction du nombre d'expéditions de voitures particulières, a été compensée par une hausse des exportations de produits énergétiques en raison de la progression du prix du gaz naturel et d'une hausse du volume et du prix du pétrole brut. Les prix à l'exportation du bois de construction ont chuté une fois de plus, mais la croissance en volume a été suffisante pour entraîner une légère hausse des exportations. Les importations de produits de l'automobile ont quelque peu diminué, étant donné que la hausse du côté des voitures et des camions a été plus que neutralisée par une réduction de l'importation de pièces. Les importations de produits énergétiques, en particulier de pétrole brut, ont légèrement augmenté. Les déficits au chapitre des biens avec le Royaume-Uni et les pays hors OCDE se sont dégradés en raison de l'augmentation des importations provenant de ces régions.

Solde des biens et autres soldes du compte courant

Milliards de \$, données désaisonnalisées



Pour 2002, la balance des biens a été inférieure au niveau record de 2001. Ces sont les exportations de machines et de matériel qui ont le plus diminué, car celles des téléviseurs, équipement de télécommunications et équipement connexe ont poursuivi leurs baisses et n'atteignaient que la moitié de la valeur record de 2000. La baisse des prix du gaz naturel et de l'électricité a donné lieu à une importante chute des valeurs des exportations de ces produits alors que des prix plus élevés du pétrole brut ont fait accroître la valeur des exportations. Les exportations de produits automobiles ont progressé et sont presque revenues aux niveaux affichés en 1999 et en 2000. Les importations de machines et de matériel ont continué de chuter en 2002, mais cette réduction a été effacée par la hausse des importations de produits de l'automobile. Les importations de biens de consommation ont enregistré une hausse considérable au cours de l'année.

Réduction du déficit des services

La réduction du déficit des services au quatrième trimestre a été distribuée de façon égale entre, les services de voyage, les transports et les services commerciaux. Une hausse du nombre de visiteurs étrangers au Canada a eu un effet positif sur le déficit au chapitre des voyages. Le déficit des services commerciaux s'est réduit, les exportations ayant augmenté plus rapidement que les importations. La hausse des recettes et la baisse des paiements expliquent l'amélioration du déficit du côté des transports. Pour l'année, la baisse du déficit des services commerciaux est attribuable surtout à l'accroissement des exportations de services d'architecture, de génie et autres services techniques, ainsi que de services financiers. Le déficit au chapitre des voyages s'est dégradé, mais il n'y a qu'une fois depuis 1987 où il a été plus faible. En 2002, le déficit au chapitre des voyages avec les pays autres que les États-Unis était le plus élevé jamais obtenu alors que le déficit avec les États-Unis avait diminué de façon significative pour une deuxième année de suite.

Hausse des dividendes versés aux investisseurs étrangers directs

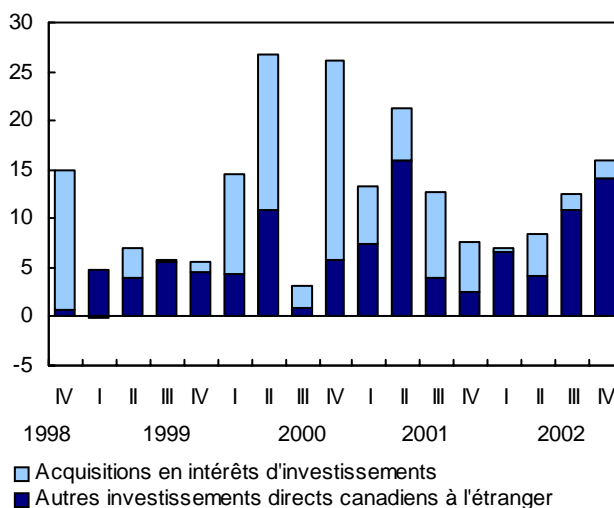
Le déficit du revenu de placements a augmenté de 0,7 milliard de dollars et atteint 8,4 milliards de dollars, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis la fin de 1999. Tandis que les recettes des revenus d'investissements sont demeurées relativement stables au quatrième trimestre, les paiements de dividendes aux investisseurs directs étrangers se sont accrus de plus 0,6 milliard de dollars. La hausse est particulièrement importante dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques. En comparaison annuelle, après deux ans de régression, le déficit au chapitre du revenu de placements a augmenté en 2002. Les bénéfices accumulés par les détenteurs d'investissements directs étrangers au Canada ont augmenté, tandis que ceux au titre des investissements directs canadiens à l'étranger baissaient pendant l'année.

Compte capital et financier**Les investissements directs canadiens à l'étranger terminent l'année sur un meilleur trimestre**

Les investisseurs directs canadiens ont affecté 16,0 milliards de dollars à des économies étrangères au cours du trimestre, leur plus important investissement en un an et demi. L'investissement direct de 43,9 milliards de dollars pour l'année a été inférieur à ceux de 2000 et de 2001, mais légèrement sous la moyenne des cinq dernières années. Tandis que l'investissement au quatrième trimestre s'est dirigé surtout vers les États-Unis, l'investissement pour toute l'année 2002 a été largement diversifié sur le plan géographique. Au cours des quatre années précédentes toutefois, seulement un peu plus de la moitié (57 %) était investie dans l'économie américaine. Au quatrième trimestre, la majorité de l'investissement s'est retrouvé dans les sociétés affiliées existantes aux fins de fonds de roulement, peu d'argent étant affecté aux acquisitions, ce qui a été le cas en 2002 en général – les acquisitions avaient constitué le principal facteur au cours de trois des quatre dernières années. Par secteur, l'investissement s'est fait en majorité dans les branches de la finance et des minéraux métalliques et d'énergie pendant le trimestre, comme pendant toute l'année 2002.

Investissements directs canadiens à l'étranger¹

Milliards de \$

¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Nouvelle chute de la demande canadienne de titres étrangers

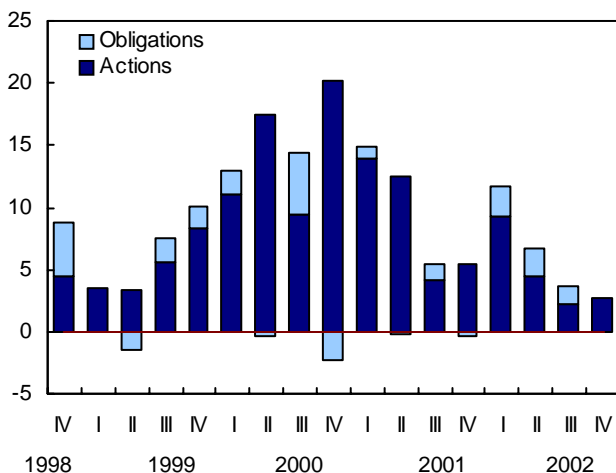
La demande canadienne de titres étrangers a diminué pour un troisième trimestre consécutif. L'investissement canadien net de 2,8 milliards de dollars en titres étrangers a été le plus faible enregistré au cours d'un trimestre depuis trois ans et demi.

Le montant de 2,7 milliards de dollars investi dans les avoirs étrangers a été semblable à celle du troisième trimestre, alors que l'investissement pour toute l'année 2002 a représenté environ la moitié de celui de 2001. L'investissement au cours du trimestre s'est fait exclusivement par l'intermédiaire d'actions aux États-Unis, les investisseurs canadiens ayant vendu celles des sociétés d'outre-mer. Pour 2002, 90 % du montant de 18,5 milliards de dollars a été investi en actions américaines, contrairement aux deux années précédentes, où seulement un peu moins de la moitié du montant avait été investie dans les avoirs étrangers. L'investissement canadien en avoirs étrangers est dominé par les fonds de retraite et les fonds communs de placement même si les fonds communs de placement du Canada ont subi des rachats nets en 2002.

Tandis que les investissements canadiens en obligations étrangères sont demeurés inchangés au quatrième trimestre, les 6,2 milliards de dollars investis en 2002 ont constitué le plus important investissement en quatre ans. Pour 2002, 65 % ont été investis dans le Trésor des États-Unis, le reste étant divisé en obligations d'outre-mer et d'entreprises américaines.

Investissements de portefeuille à l'étranger¹

Milliards de \$



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Autres placements

Les avoirs en autres placements ont augmenté après deux trimestres de diminution. Les hausses de l'actif-prêts sont les principaux facteurs responsables de l'augmentation, les banques canadiennes ayant fait monter en flèche les prêts en dollar canadien à leurs sociétés non affiliées.

Il y a eu quelques flux compensatoires, notamment une faible baisse des réserves canadiennes pour un second trimestre consécutif.

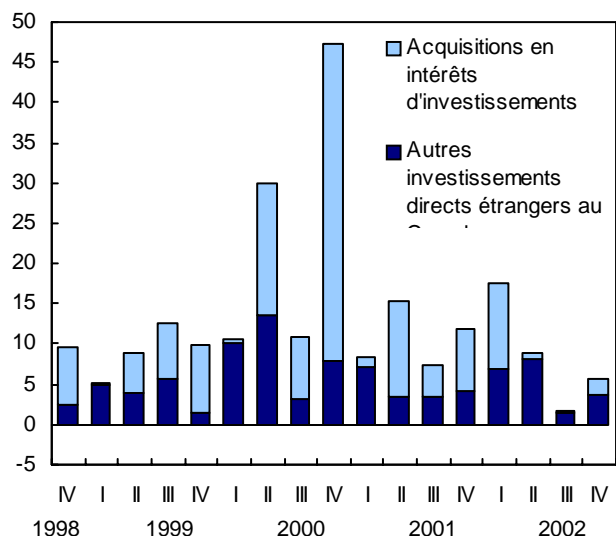
Le dollar canadien a clôturé le trimestre à 63,39 cents US, un niveau pour ainsi dire inchangé par rapport au troisième trimestre, mais supérieur de plus d'un demi-cent sur toute l'année. Toutefois, les dollars canadien et américain ont tous les deux baissé considérablement en 2002 par rapport aux grandes devises étrangères, surtout l'euro.

Investissements directs étrangers modérés au Canada

Après avoir atteint un très bas niveau au troisième trimestre, l'économie canadienne a reçu des investissements directs étrangers de 5,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. Même après un ralentissement de l'investissement au deuxième semestre, le total pour 2002 est de 33,6 milliards de dollars, niveau comparable à celui enregistré lors de trois des quatre dernières années. Sur le plan industriel, l'investissement au quatrième trimestre s'est concentré dans le secteur des autres industries, surtout en communications. Au cours de l'année, un peu plus de la moitié des investissements sont allés dans les secteurs des minéraux métalliques et de l'énergie, et le reste a été distribué entre plusieurs industries dans la catégorie autres. Les acquisitions ont joué un rôle au quatrième trimestre, représentant environ le tiers du total, elles qui n'avaient pas constitué un facteur aux deuxième et troisième trimestres. Sur le plan géographique, la majorité de l'investissement pour le trimestre et l'année est venue des investisseurs américains; pour 2002, le quart de l'investissement direct est venu d'investisseurs asiatiques et européens.

Investissements directs étrangers au Canada

Milliards de \$



Plus important investissement trimestriel de l'année par les investisseurs de portefeuille étrangers en titres canadiens

Les investisseurs de portefeuille étrangers sont revenus avec leur plus important investissement en un an avec un investissement de 9,4 milliards de dollars en titres canadiens, alors qu'ils avaient réduit leurs avoirs au troisième trimestre. L'investissement se situe surtout dans les titres d'emprunt, bien qu'ils aient en effet acheté un montant modéré d'avoirs canadiens après un important désinvestissement au troisième trimestre.

Les investisseurs étrangers ont acheté 4,0 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire canadien au cours du trimestre après avoir effectué un investissement pour ainsi dire nul au cours des neuf premiers mois de 2002. La moitié de l'investissement du quatrième trimestre provenait des États-Unis, où les taux d'intérêt à court terme étaient en constante baisse par rapport à ceux du Canada. L'investissement pendant le trimestre a porté principalement sur les effets de l'administration fédérale, tant directs que des entreprises fédérales, une partie se dirigeant vers les effets des entreprises

britanniques.

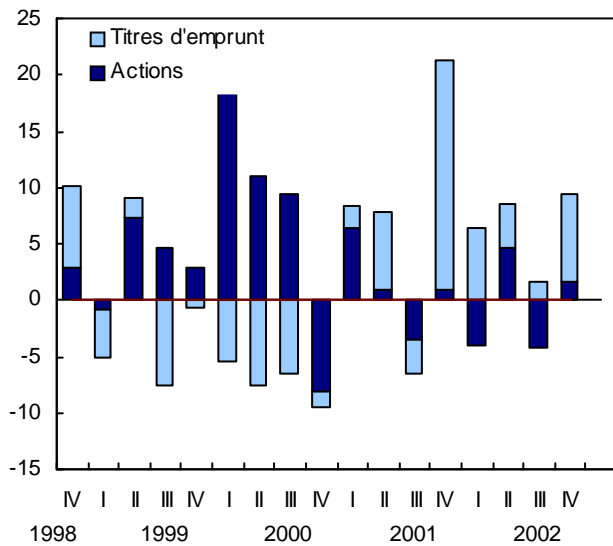
Le cours des actions s'étant redressé au cours du quatrième trimestre, les investissements étrangers en avoirs canadiens ont fait de même. Les investisseurs étrangers ont acheté la modeste somme de 1,6 milliard de dollars d'actions canadiennes au cours du trimestre. L'achat provenait exclusivement de nouvelles actions offertes aux marchés étrangers et d'actions de trésorerie émises aux investisseurs étrangers à des fins de fusions et d'acquisitions. Il n'y a eu pour ainsi dire aucune activité nette sur le marché secondaire, ce qui contrastait avec les ventes records du troisième trimestre, ces dernières influencées en partie par la décision de Standard and Poor de retirer cinq importantes compagnies canadiennes de son indice S&P 500.

Engagements sous forme d'autres placements

Les engagements sous forme d'autres placements ont augmenté de 1,1 milliard de dollars au cours du trimestre. Les prêts à court terme (prêts avec convention de rachat) ont une fois de plus représenté la totalité de la hausse dans la catégorie des prêts.

Investissements de portefeuille au Canada

Milliards de \$



Les investisseurs étrangers ont acheté 3,7 milliards de dollars d'obligations canadiennes, portant le total pour 2002 à 15,8 milliards de dollars. Les investissements étrangers annuels provenaient presque en exclusivité des opérations sur le marché secondaire, l'investissement par l'intermédiaire du marché principal (nouvelles émissions moins les rachats) étant bas. L'activité du marché principal a en effet varié considérablement d'un secteur à l'autre étant donné que les administrations fédérale et municipales ont continué de réduire leurs dettes à l'étranger, tandis que les entreprises et les sociétés de l'administration fédérale avaient de nouvelles émissions nettes considérables dans les marchés étrangers. L'activité record sur le marché secondaire a été à 70 % investie dans des obligations fédérales, la plus grande partie du reste se dirigeant vers les obligations des entreprises fédérales et de sociétés. Les trois quarts du total des investissements étrangers en obligations canadiennes provenaient d'investisseurs américains, et le reste d'investisseurs

Balance des paiements

<i>Compte courant</i>	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	2001	2002
	données non désaisonnalisées						
	millions de \$						
Recettes							
Biens et services:	110 234	111 468	119 597	118 790	118 691	471 250	468 546
Biens	97 981	99 006	105 156	101 021	105 147	414 638	410 330
Services	12 252	12 462	14 440	17 769	13 544	56 612	58 216
Revenus de placements:	6 963	6 909	7 765	7 759	7 485	34 990	29 918
Investissements directs	2 706	2 878	3 718	3 805	3 521	15 791	13 922
Investissements de portefeuille	1 946	1 957	2 007	1 930	1 949	7 683	7 843
Autres investissements	2 311	2 074	2 040	2 025	2 015	11 515	8 153
Transferts courants	1 889	1 964	1 469	1 543	1 701	7 024	6 676
Recettes du compte courant	119 085	120 341	128 830	128 093	127 877	513 264	505 140
Paiements							
Biens et services:	99 591	99 983	109 357	105 331	107 584	415 617	422 256
Biens	84 721	83 936	92 725	88 074	91 375	350 623	356 109
Services	14 869	16 048	16 632	17 257	16 209	64 994	66 146
Revenus de placements:	14 116	14 707	14 681	15 146	15 735	62 524	60 269
Investissements directs	4 054	5 048	5 337	5 723	6 106	20 920	22 213
Investissements de portefeuille	7 563	7 247	7 347	7 493	7 548	29 652	29 635
Autres investissements	2 500	2 413	1 997	1 929	2 081	11 951	8 420
Transferts courants	1 229	1 835	986	1 217	1 267	5 074	5 305
Paiements du compte courant	114 936	116 526	125 024	121 693	124 586	483 215	487 830
Soldes							
Biens et services:	10 643	11 485	10 240	13 459	11 106	55 633	46 290
Biens	13 260	15 070	12 432	12 947	13 771	64 016	54 221
Services	-2 617	-3 586	-2 192	512	-2 665	-8 382	-7 931
Revenus de placements:	-7 153	-7 799	-6 916	-7 386	-8 250	-27 534	-30 350
Investissements directs	-1 348	-2 169	-1 619	-1 918	-2 585	-5 129	-8 291
Investissements de portefeuille	-5 617	-5 290	-5 339	-5 563	-5 599	-21 969	-21 792
Autres investissements	- 189	- 339	42	95	- 66	- 436	- 268
Transferts courants	660	129	482	326	434	1 949	1 371
Solde du compte courant	4 150	3 815	3 806	6 399	3 290	30 049	17 311
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 017	1 395	1 476	1 102	835	5 678	4 808
Compte financier	-6 732	3 184	3 658	-10 365	-7 934	-26 596	-11 456
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 654	-7 055	-8 343	-12 459	-16 005	-54 924	-43 862
Investissements de portefeuille:	-5 043	-11 645	-6 681	-3 640	-2 772	-37 718	-24 738
Obligations étrangères	313	-2 434	-2 289	-1 462	- 23	-1 882	-6 209
Actions étrangères	-5 356	-9 210	-4 391	-2 178	-2 748	-35 836	-18 528
Autres investissements:	-24 661	-5 614	3 816	153	-5 306	-17 743	-6 951
Prêts	-6 672	-2 338	2 433	-1 250	-5 994	-7 873	-7 149
Dépôts	-13 950	-1 073	2 031	1 508	2 647	-1 365	5 113
Réserves internationales	-1 128	- 696	-1 450	1 885	559	-3 353	298
Autres actifs	-2 912	-1 507	803	-1 990	-2 518	-5 152	-5 213
Total de l'actif du Canada, flux nets	-37 359	-24 314	-11 208	-15 946	-24 082	-110 385	-75 551
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	11 772	17 470	8 784	1 693	5 657	42 527	33 604
Investissements de portefeuille:	21 209	2 498	8 575	-2 564	9 367	30 868	17 875
Obligations canadiennes	18 493	5 153	3 539	3 386	3 727	33 609	15 805
Actions canadiennes	890	-3 961	4 692	-4 159	1 636	4 608	-1 791
Effets du marché monétaire canadien	1 826	1 305	344	-1 791	4 003	-7 349	3 861
Autres investissements:	-2 354	7 530	-2 492	6 452	1 125	10 394	12 615
Emprunts	-7 884	959	-2 997	2 092	1 841	-7 730	1 896
Dépôts	7 298	7 072	1 400	5 353	-1 123	23 469	12 702
Autres passifs	-1 768	- 502	- 895	- 993	407	-5 345	-1 984
Total du passif du Canada, flux nets	30 627	27 498	14 866	5 581	16 149	83 789	64 094
Total du compte capital et financier, flux nets	-5 715	4 579	5 134	-9 263	-7 099	-20 918	-6 649
Divergence statistique	1 565	-8 394	-8 940	2 864	3 808	-9 130	-10 662

Compte courant

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	2001	2002
	données désaisonnalisées						
	millions de \$						
Recettes							
Biens et services							
Biens	96 714	99 746	101 866	104 596	104 121	414 638	410 330
Services	13 878	14 048	14 441	14 687	15 040	56 612	58 216
Voyages	4 034	4 134	3 986	4 084	4 271	16 682	16 475
Transports	2 520	2 623	2 731	2 790	2 816	10 523	10 960
Services commerciaux	6 962	6 931	7 363	7 448	7 588	27 963	29 330
Services gouvernementaux	363	360	361	365	366	1 444	1 451
Total	110 592	113 794	116 308	119 283	119 162	471 250	468 546
Revenus de placements							
Investissements directs	2 903	2 744	3 518	3 850	3 811	15 791	13 922
Intérêts	89	125	148	121	111	344	506
Bénéfices	2 813	2 619	3 369	3 729	3 700	15 447	13 417
Investissements de portefeuille	1 958	1 961	2 001	1 926	1 955	7 683	7 843
Intérêts	481	466	491	393	424	2 014	1 775
Dividendes	1 477	1 496	1 510	1 533	1 530	5 670	6 069
Autres investissements	2 282	2 100	2 046	2 018	1 989	11 515	8 153
Total	7 143	6 805	7 565	7 795	7 754	34 990	29 918
Transferts courants							
Privé	616	685	628	676	630	2 494	2 619
Officiel	1 241	1 047	977	1 003	1 029	4 530	4 057
Total	1 857	1 733	1 606	1 679	1 659	7 024	6 676
Total des recettes	119 592	122 331	125 478	128 757	128 574	513 264	505 140
Paiements							
Biens et services							
Biens	83 759	85 716	88 503	90 954	90 936	350 623	356 109
Services	15 574	15 771	16 786	16 765	16 825	64 994	66 146
Voyages	4 124	4 420	4 598	4 523	4 588	17 998	18 129
Transports	3 322	3 244	3 527	3 800	3 761	14 209	14 331
Services commerciaux	7 929	7 907	8 462	8 241	8 275	32 002	32 885
Services gouvernementaux	199	200	199	200	202	785	800
Total	99 333	101 487	105 289	107 719	107 761	415 617	422 256
Revenus de placements							
Investissements directs	4 457	4 683	5 110	5 901	6 520	20 920	22 213
Intérêts	335	353	355	357	372	1 341	1 436
Bénéfices	4 122	4 330	4 755	5 544	6 148	19 580	20 777
Investissements de portefeuille	7 588	7 243	7 341	7 491	7 559	29 652	29 635
Intérêts	6 954	6 829	6 902	7 049	7 103	27 228	27 883
Dividendes	635	414	439	442	457	2 425	1 752
Autres investissements	2 481	2 172	2 124	2 067	2 057	11 951	8 420
Total	14 526	14 098	14 576	15 459	16 136	62 524	60 269
Transferts courants							
Privé	693	665	710	718	709	2 663	2 801
Officiel	613	663	544	632	665	2 411	2 504
Total	1 306	1 327	1 254	1 350	1 374	5 074	5 305
Total des paiements	115 165	116 912	121 118	124 528	125 271	483 215	487 830
Soldes							
Biens et services							
Biens	12 955	14 030	13 364	13 642	13 185	64 016	54 221
Services	-1 696	-1 723	-2 345	-2 078	-1 785	-8 382	-7 931
Voyages	-90	-287	-612	-439	-317	-1 316	-1 655
Transports	-802	-621	-796	-1 010	-945	-3 686	-3 371
Services commerciaux	-966	-976	-1 099	-794	-687	-4 039	-3 555
Services gouvernementaux	163	160	162	164	164	659	651
Total	11 259	12 307	11 019	11 564	11 400	55 633	46 290
Revenus de placements							
Investissements directs	-1 555	-1 939	-1 592	-2 051	-2 709	-5 129	-8 291
Intérêts	-246	-228	-206	-236	-261	-996	-931
Bénéfices	-1 309	-1 711	-1 386	-1 815	-2 448	-4 133	-7 361
Investissements de portefeuille	-5 630	-5 282	-5 341	-5 565	-5 605	-21 969	-21 792
Intérêts	-6 473	-6 363	-6 411	-6 656	-6 678	-25 214	-26 108
Dividendes	843	1 082	1 071	1 091	1 073	3 245	4 317
Autres investissements	-199	-73	-78	-49	-68	-436	-268
Total	-7 383	-7 293	-7 011	-7 665	-8 382	-27 534	-30 350
Transferts courants							
Privé	-77	21	-81	-42	-80	-170	-182
Officiel	628	385	433	371	365	2 119	1 553
Total	551	405	352	329	285	1 949	1 371
Compte courant	4 428	5 419	4 360	4 228	3 304	30 049	17 311

Produit intérieur brut par industrie

Décembre 2002

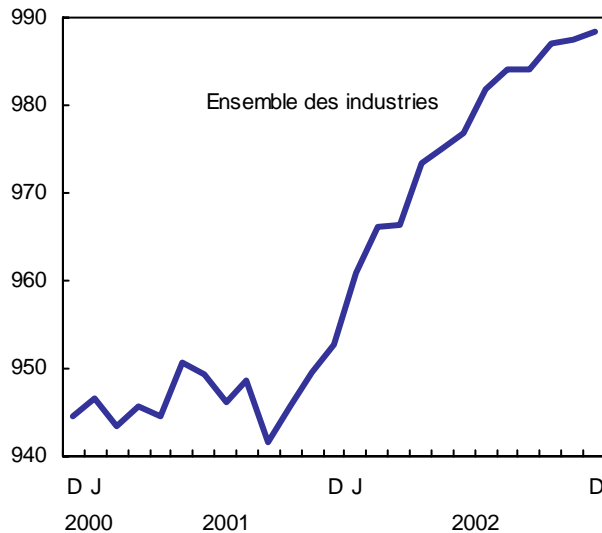
Note aux utilisateurs

Cette diffusion marque, pour le programme du produit intérieur brut (PIB) mensuel par industrie, la fin de la première phase de la conversion à la formule de l'indice Fisher en chaîne, en adoptant les jalons enchaînés annuels des entrées-sorties afin de calculer le PIB réel pour 1997 à 1999. Cependant, les données postérieures à janvier 2000 sont des estimations basées sur un indice Laspeyres 1999. Le PIB mensuel sera dorénavant exprimé en dollars enchaînés de 1997. Cette conversion harmonisera les estimations du PIB mensuel avec les données trimestrielles du PIB selon les dépenses, enchaînées trimestriellement. Pour plus de renseignements, consultez le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'accueil, choisissez *Méthodes statistiques*, puis *Méthodes* et *Indices de volume en chaîne Fisher*.

La dernière vague de croissance économique s'est poursuivie en décembre 2002 au rythme plus lent établi en novembre, le PIB ayant augmenté de 0,1%. Il s'agit là de la quinzième hausse mensuelle consécutive du PIB.

La croissance économique ralentit

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La consommation soutenue et le dynamisme du secteur de l'exploitation minière, gazière et pétrolière ont été les principaux facteurs de croissance du PIB en décembre. Les consommateurs ont continué d'acheter maisons neuves, voitures, meubles et services de voyages, ce qui s'est traduit par une hausse de la production dans le commerce de détail, la construction, le transport aérien, l'hôtellerie et la restauration. La production accrue de gaz naturel et l'intensification des activités d'exploration ont aiguillonné le secteur minier, gazier et pétrolier. Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse de la production du secteur de la fabrication et par un repli des activités du secteur du transport routier et du secteur financier.

Les consommateurs continuent de dépenser

En décembre, le commerce de détail a progressé de 0,6%, principalement en raison d'une augmentation de 1,7% des ventes de véhicules automobiles neufs. L'élargissement des programmes de stimulation lancés par les fabricants de véhicules automobiles a donné un élan aux ventes. Bien que les ventes de voitures neuves aient fléchi pendant la majeure partie de 2002 après avoir atteint un sommet en janvier, elles ont augmenté de 7,1% au cours de l'année. La hausse des ventes de meubles a également contribué à la vigueur du commerce de détail. Les ventes de meubles ont considérablement augmenté depuis le milieu de 2001 – une tendance s'apparentant à celle du secteur de la construction résidentielle.

Le boom résidentiel s'est poursuivi en décembre, la construction de maisons neuves ayant progressé de 0,6%. Ce secteur est en hausse de 26,6% par rapport au milieu de 2001. Le rythme de croissance a cependant ralenti au cours des derniers mois, comme en témoigne le fléchissement de 6,3% des mises en chantier résidentielles observé en décembre. Cette baisse des mises en chantier est entièrement attribuable à une réduction de 17,3% des mises en chantier d'immeubles à logements multiples. Au pays, seule la région de l'Atlantique affiche une augmentation des mises en chantier résidentielles. Par ailleurs, le marché résidentiel de la revente s'est contracté de 2,8%, après avoir accusé un recul du même ordre en novembre.

La hausse des cours stimule les activités d'exploration

Le secteur minier, pétrolier et gazier a terminé l'année en force, 2002 ayant été dans l'ensemble plutôt terne. La production s'est accrue de 1,8% en décembre, après une hausse de 0,9% le mois précédent. Cependant, pour l'ensemble de l'année, la production est restée pratiquement inchangée par rapport aux niveaux enregistrés en 2001. La hausse des prix de l'énergie a stimulé la production de gaz naturel et de pétrole ainsi que les activités d'exploration gazière en décembre. La production des mines métalliques et des mines de minéraux non métalliques a augmenté elle aussi.

La faiblesse du secteur de la fabrication freine la production industrielle

La production industrielle, représentée par les secteurs de l'exploitation minière, des services publics et de la fabrication, a progressé de 0,1%, la hausse de la production minière, gazière et pétrolière ayant compensé les baisses accusées par les secteurs de la fabrication et des services publics. La production industrielle a peu bougé entre les mois d'août et de décembre. Aux États-Unis, les statistiques comparables sur la production industrielle indiquent une diminution de 0,5 %, attribuable là aussi à la faiblesse des secteurs de la fabrication et des services publics.

La production manufacturière s'est contractée de 0,3%, les fabricants de biens durables et non durables ayant restreint leurs activités. La diminution de la production manufacturière a réduit la demande de services de transport routier et d'électricité. Le manque de vigueur du secteur de la fabrication en décembre s'explique principalement par la baisse de la production de matériel de transport. Les fabricants de véhicules

automobiles et de camions lourds ont enregistré un fléchissement de la production de 1,0%, soit une quatrième baisse mensuelle d'affilée. Les fabricants de véhicules automobiles ont réduit la production au cours des derniers mois pour résorber les stocks excédentaires. Les fabricants de pièces d'automobiles, quant à eux, ont accusé une baisse de la production de 2,1%, après avoir enregistré une hausse du même ordre en novembre. Un conflit de travail dans l'industrie de la production et des pièces aérospatiales a eu des effets négatifs sur les niveaux de production, ceux-ci ayant chuté de 2,9%.

PIB et profil d'activité au quatrième trimestre de 2002

L'économie canadienne a maintenu un certain dynamisme au quatrième trimestre de 2002, bien qu'on observe un ralentissement de la croissance par rapport au reste de l'année. Ce ralentissement s'explique par la baisse de la production dans les secteurs de la fabrication et de l'agriculture et par une diminution des activités du secteur financier. Le secteur des services, qui a affiché une hausse de 0,6% au quatrième trimestre, a donné de l'élan à l'économie. L'intensification des activités dans le commerce de gros et de détail, les administrations publiques, les services de santé, les services immobiliers ainsi que les services professionnels et administratifs est à l'origine de la vigueur du secteur des services. Après avoir enregistré des hausses significatives depuis le début de 2002, les industries productrices de biens ont marqué une pause au quatrième trimestre, la faiblesse du secteur de la fabrication ayant entravé leur expansion.

Les activités du commerce de gros ont augmenté significativement au quatrième trimestre. La croissance de ce secteur a été généralisée, exception faite des négociants en grains qui ont subi les effets de la sécheresse dans l'Ouest canadien. Les grossistes de produits automobiles ont enregistré les plus fortes hausses, poursuivant ainsi la tendance amorcée au début de 2001. Les détaillants ont également accru leurs activités, mais cette expansion n'a pas été généralisée.

La construction a affiché des hausses substantielles, grâce à la vigueur du secteur résidentiel. Malgré un ralentissement de la croissance de la construction résidentielle au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, le niveau d'activité de ce secteur est en hausse de 17% par rapport au quatrième trimestre de 2001. Les industries manufacturières liées à la construction ont obtenu des résultats mitigés. Les fabricants de produits en bois, de pavage et de papier-toiture asphaltés, de produits en béton et de produits en verre ont tous déclaré une augmentation significative de la production. En revanche, les fabricants de produits en gypse, d'appareils ménagers et de meubles de maison ont accusé un recul au chapitre de la production. À la suite de l'accalmie observée dans les achats de meubles de maison au troisième trimestre, les consommateurs ont repris le chemin des magasins d'ameublement, ces établissements ayant enregistré les plus fortes hausses dans le commerce de détail. Après avoir atteint un sommet au premier trimestre de 2002, les ventes au détail de véhicules automobiles neufs se sont mises à diminuer graduellement pour se retrouver au niveau enregistré un an plus tôt.

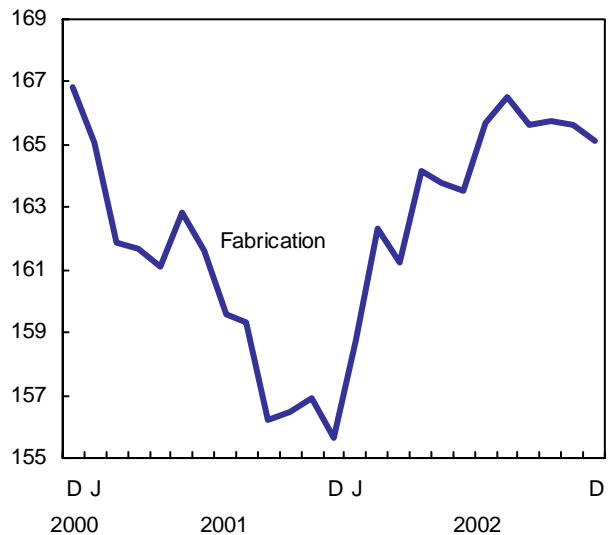
Les services professionnels, scientifiques et techniques ont poursuivi leur expansion au quatrième trimestre, grâce essentiellement aux systèmes informatiques et aux services connexes. Les services administratifs et de soutien ont, eux aussi, progressé de façon appréciable. La croissance du secteur des administrations publiques s'est répartie également

entre les administrations fédérale, provinciales et territoriales ainsi que municipales. Les hausses d'activité observées dans le secteur de la santé, bien qu'inférieures à celles du trimestre précédent, ont été généralisées elles aussi. La plupart des paliers d'administration publique ont déclaré une croissance importante de l'emploi au cours du quatrième trimestre.

La production industrielle a légèrement diminué au quatrième trimestre (-0,1%), les hausses relevées dans le secteur minier et dans celui des services publics ayant été effacées par le recul du secteur de la fabrication. Il s'agit là du premier repli de la production industrielle depuis le quatrième trimestre de 2001. Aux États-Unis, la production industrielle a accusé une baisse plus marquée (-0,7%) au cours de la même période, en raison du fléchissement des secteurs de la fabrication et des services publics.

Les fabricants poursuivent les réductions de production

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La faiblesse du secteur de la fabrication s'explique principalement par la chute de la production de matériel de transport. La contraction des ventes de véhicules automobiles aux États-Unis s'est traduite par une accumulation des stocks. Les fabricants canadiens de véhicules automobiles n'ont cessé de réduire leur production depuis le mois d'août pour tenter de faire baisser les stocks trop élevés. Les exportations de véhicules automobiles ont chuté de 11 % au quatrième trimestre – elles diminuent constamment depuis août 2002, suivant la courbe de la production de véhicules automobiles. Les conflits de travail et les problèmes persistants qu'éprouve le secteur du transport aérien à l'échelle mondiale ont donné lieu à d'autres baisses de production de nouveaux aéronefs.

Profil d'activité et PIB en 2002

Le Canada a affiché une performance économique relativement solide en 2002 et la croissance du PIB la plus forte de tous les pays du G7. La création de plus de 500000 nouveaux emplois et le maintien de faibles taux d'intérêt ont contribué à assurer un niveau élevé de confiance chez les consommateurs pendant une grande partie de l'année, ce qui a stimulé la demande de produits coûteux comme les maisons, les voitures et les meubles.

La construction résidentielle a progressé de 16,2% en 2002 – la plus forte croissance depuis le milieu des années 1980. Cet essor a aiguillonné la fabrication de matériaux de construction. Le marché résidentiel de la revente a également connu une année record, le niveau d'activité des agents et des courtiers immobiliers ayant bondi de 10,1%. Les détaillants ont, quant à eux, accru leurs activités de 6,1%. Le dynamisme de ce secteur s'est surtout manifesté chez les concessionnaires de véhicules automobiles, dans les magasins de meubles et dans les grands magasins. On a aussi observé une hausse importante d'activité dans les pharmacies. Le commerce de gros a enregistré une forte hausse de 7,6%, les grossistes de produits automobiles, de bois d'œuvre et de meubles ayant été particulièrement affairés en 2002.

Le secteur de la fabrication a enregistré une augmentation respectable de 2,6% après s'être contracté de 4,6% en 2001. La fabrication de produits en bois a grimpé de 10% à la suite des pertes subies en 2001. La production de cette industrie a été stimulée par l'effervescence de la construction résidentielle nord-américaine. Les exportations vers les États-Unis ont augmenté, en dépit de l'imposition de droits d'importation de 27 % en raison de l'élimination des contingents. Le secteur de l'automobile a connu une bonne année 2002, après la performance désastreuse de l'année précédente. La production de véhicules automobiles a augmenté de 4,8%, alors que la fabrication de pièces a bondi de 9,3%. L'industrie pharmaceutique au Canada a eu une autre année record, la production s'étant gonflée de près de 60% au cours des deux dernières années. En revanche, la fabrication des technologies de l'information et des communications (TIC) a continué de chuter, en baisse de 17,3%, mais à un rythme moins effréné qu'en 2001.

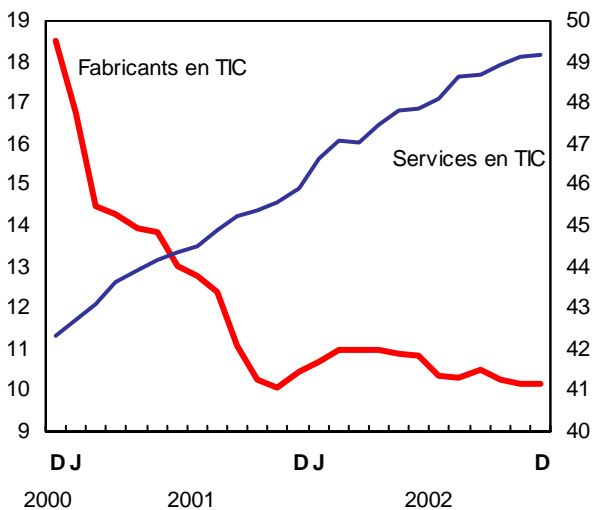
La production de l'industrie aérospatiale a diminué après trois années de croissance supérieure à 10%, les compagnies

aériennes, dans l'ensemble, ne s'étant pas encore remises des événements du 11 septembre et subissant toujours les effets de l'incertitude économique et politique.

Les services des TIC ont maintenu une certaine vigueur, la demande de services de télécommunications ayant fait monter la production de ce secteur de 9,6%, après plusieurs années de hausses supérieures à 10%. En 2002, les services de santé ont progressé de 4% environ, tandis que les administrations publiques obtenaient des hausses d'activité de 4,7%. L'extraction de pétrole brut est en hausse de 8,5% en raison des prix et d'une demande favorables, mais les activités d'exploration pétrolière et gazière accusent une baisse marquée pour l'ensemble de l'année. La grande sécheresse qui a frappé l'Ouest canadien est la cause principale d'un deuxième repli consécutif de 12% des cultures agricoles.

TIC - Fabrication et services

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Produit intérieur brut par industrie aux prix de base en dollars enchaînés de 1997

	Juillet 2002 ^r	Août 2002 ^r	Septembre 2002 ^r	Octobre 2002 ^r	Novembre 2002 ^r	Décembre 2002 ^p	Décembre 2002	Décembre 2001 à Décembre 2002
données désaisonnalisées								
	var. mensuelle en %						niveau en dollars ¹	var. en %
Ensemble des industries	0,5	0,2	0,0	0,3	0,1	0,1	988 345	3,7
Industries productrices de biens	1,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1	306 128	4,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,3	-3,1	-1,7	0,7	1,5	0,7	21 149	0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1,0	-0,5	1,6	-1,4	0,9	1,8	38 260	4,6
Services publics	3,2	-2,1	0,6	1,9	-1,8	-0,1	27 981	3,6
Construction	0,4	0,3	0,5	0,3	0,2	0,3	53 192	3,5
Fabrication	1,3	0,5	-0,5	0,0	-0,1	-0,3	165 100	6,1
Industries productrices de services	0,2	0,4	0,1	0,4	0,1	0,0	682 478	3,2
Commerce de gros	1,2	0,3	-0,3	1,2	0,2	-0,1	59 772	6,6
Commerce de détail	-0,4	0,2	-0,6	1,5	-1,0	0,6	54 965	2,4
Transport et entreposage	-0,2	0,4	0,5	0,1	-0,1	-0,2	45 328	3,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,4	0,6	0,1	0,2	0,3	0,2	46 424	5,1
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	0,3	0,0	-0,1	0,1	-0,0	-0,3	194 404	1,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	-0,1	1,7	-0,1	0,2	0,4	0,3	46 403	4,8
Services administratifs et gestion de déchets	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	21 825	5,9
Services d'enseignement	0,2	0,2	0,1	-0,2	0,1	0,3	44 648	2,0
Soins de santé et assistance sociale	0,5	0,3	0,2	0,4	0,3	0,2	58 193	4,2
Arts, spectacles et loisirs	-1,0	1,9	-1,3	1,1	0,4	-1,0	9 252	2,7
Hébergement et services de restauration	-0,0	0,5	0,3	0,6	0,2	0,5	23 749	3,2
Autres services, sauf les administrations publiques	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	22 479	3,3
Administrations publiques	-0,2	0,3	0,7	0,3	0,3	0,1	55 934	2,3
Autres agrégations								
Production industrielle	1,5	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	231 663	5,6
Fabrication de biens non durables	1,0	-0,2	0,1	0,1	0,2	-0,2	68 362	5,2
Fabrication de biens durables	1,5	1,0	-0,9	0,0	-0,3	-0,4	96 795	6,7
Secteur des entreprises	0,6	0,2	-0,1	0,3	0,0	0,1	837 896	4,0
Secteur non commercial	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	150 616	2,5
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	-0,3	0,8	0,3	0,0	0,1	0,1	59 350	5,3

^r Données révisées.^p Données provisoires.¹ En millions de dollars, au taux annuel.